

Le retour au franc n'est pas une coquetterie mais une nécessité vitale pour la France

écrit par Alain Falento | 28 mars 2024





En pleine campagne des élections européennes, notre contributeur, Alain Falento, propose un nouvel ouvrage, plein d'actualité, intitulé "Frexit, tout va bien se passer". L'occasion d'approfondir cette question avec lui.

Riposte Laïque : Vous avez publié, il y a bientôt deux ans, aux éditions Riposte Laïque, un ouvrage intitulé "Sortir de l'Europe, question de vie ou de mort". Avez-vous été satisfait des retombées de votre livre, et de sa couverture médiatique ?

Alain Falento : J'ai été extrêmement surpris de l'accueil réservé à ce livre. En effet, je n'espérais absolument pas être invité dans quelque média que ce soit, et certainement pas que TV Liberté ou Radio Courtoisie me permettent régulièrement de m'exprimer pendant plusieurs heures. Il est bien évident que la renommée de Riposte Laïque a permis la diffusion de l'ouvrage.

Il est quasiment impossible à un auteur de bénéficier d'une couverture médiatique sans un soutien actif de son éditeur.



Riposte Laïque : Donc, vous avez changé d'éditeur, et vous publiez un nouveau livre sur l'Europe, intitulé "*Frexit, tout va bien se passer*". Qu'amène de plus ce livre, par rapport à votre précédent ouvrage ?

Alain Falento : Je n'ai pas à proprement parler changé d'éditeur, mais il s'est avéré que les Éditions Riposte Laïque craignaient qu'un deuxième livre sur l'Union européenne ne lasse le lectorat. C'est compréhensible, car l'édition d'un ouvrage nécessite un investissement initial, et qu'un échec commercial total n'est pas supportable financièrement.

Par le plus grand des hasards, alors que j'avais pratiquement terminé la rédaction du livre, Christine Tasin m'a contacté pour savoir si j'étais intéressé par l'écriture d'un ouvrage sur le Frexit juste avant les élections européennes. C'est la raison pour laquelle Résistance Républicaine en est l'éditeur.

Le premier livre traite de l'historique de la création de l'Union européenne, et tente de mettre en relief les relations de cause à effet, que nos gouvernants tentent désespérément de nous cacher, entre l'état de déliquescence de la France dans tous les domaines, et son appartenance à l'Union européenne ainsi qu'à la zone euro.

Il m'est apparu que les partisans d'une sortie de la France de l'Union européenne et de l'euro se gardent bien souvent, pour des raisons électoralistes, d'en décrire les détails, les inévitables réformes institutionnelles, ainsi que les conséquences favorables et défavorables qui en résulteraient.

N'étant pour ma part d'aucune obédience politique, j'ai tenté d'étudier le problème sans affect sous ses aspects juridiques, financiers, politiques et économiques.

La Grande-Bretagne n'a jamais fait partie de l'Europe, mais le Brexit est riche d'enseignements pour nous

Riposte Laïque : Vous recommandez la prudence à ceux qui comparent le Brexit des Anglais au Frexit français, et expliquez qu'il y a beaucoup de différences entre les deux situations. Pouvez-vous développer, et quelles leçons devons-nous tirer, selon vous, de l'expérience de sortie des Anglais ?

Alain Falento : Il ne faut pas perdre de vue que le Royaume-Uni n'a jamais fait partie de l'Union européenne au même titre que la France ou l'Allemagne. En effet, il n'est pas un membre fondateur, n'a rejoint la structure qu'en 1973 et ne faisait partie ni de l'espace Schengen, ni de la zone euro. De plus, la position géographique du Royaume-Uni, conjuguée à la particularité de la situation politique en Irlande, a pour conséquence que le processus d'un éventuel Frexit n'est pas complètement comparable à celui du Brexit.

La différence fondamentale réside dans le fait que la sortie du Royaume-Uni était un choc encaissable par l'Union européenne, alors que le départ de la France entraînera quasi inexorablement une explosion de la structure supranationale européenne.

Cependant, le Brexit fut pour nous riche d'enseignement. Il nous a démontré que la période de négociation ne devait pas s'éterniser, car l'Union européenne ne souhaite pas négocier, mais imposer son diktat.

Les difficultés rencontrées par le Royaume-Uni dans la reprise en main de son immigration ont également fait apparaître le rôle extrêmement nuisible de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), qui ne dépend pas de l'Union européenne, mais du Conseil de l'Europe.

Quant au bilan global de l'opération, contrairement à ce que racontent les médias de grand chemin, le Royaume-Uni ne sombre pas dans la misère. Malgré les inévitables secousses et les ajustements nécessaires à la nouvelle situation, ils continuent de commercer avec nous, se réindustrialisent et

reprennent progressivement le contrôle de l'immigration. Les Anglais ont décidé de favoriser une immigration musulmane issue du Commonwealth au détriment de celle issue de l'Europe de l'Est ; c'est à mon sens une erreur funeste, mais c'est leur décision, et ils en assumeront souverainement les conséquences, au lieu de se faire imposer une politique migratoire par l'Union européenne.

Le retour au franc n'est pas une coquetterie, mais une nécessité vitale pour nous

Riposte Laïque : Vous assumez ouvertement le choix d'un retour au franc, car on ne pourrait garder la monnaie unique européenne en sortant de l'euro. Vous ne croyez donc pas que l'euro protège les Français, et vous n'êtes pas inquiet de la vulnérabilité du franc, si la France sortait de l'UE, et qu'elle subisse, même après une dévaluation que vous fixez à 25 %, les attaques des marchés financiers ?

Alain Falento : Le maintien dans la zone euro après être sortie de l'Union européenne n'est ni possible juridiquement, ni même souhaitable.

La situation est en fait extrêmement simple : la France, si elle veut se réindustrialiser, ne peut tout simplement pas partager une monnaie commune avec l'Allemagne, qui est un monstre industriel dont l'unique objectif est de nous affaiblir.

Le retour au franc n'est pas une coquetterie, mais une nécessité vitale pour nous.

Quant à savoir si l'euro protège les Français ? Si la disparition de plusieurs millions d'emplois industriels, la smicardisation des salariés et la paupérisation de la population sont la résultante de la protection de l'euro, il est peut-être temps d'en sortir.

La vulnérabilité du franc est un argument souvent utilisé par les européistes. Nous rappellerons que l'euro n'est qu'une toute petite parenthèse de 20 ans dans l'Histoire de

la France, et que notre pays est tout de même parvenu à exister pendant plus de mille ans avec sa propre monnaie. L'euro a été introduit en 2002, et depuis 2008 il ne se passe pas un mois sans que la question de sa disparition soit évoquée.

Avez-vous déjà entendu quelqu'un envisager la disparition de la livre sterling, du franc suisse, ou de la couronne suédoise ? Personne n'ose même l'envisager tellement ce serait incongru. Même des pays comme la Pologne, la Hongrie ou la République tchèque, qui étaient normalement supposés à terme intégrer la zone euro, préfèrent garder leur devise nationale car ils n'ont tout simplement pas confiance dans l'euro.

La fragilité d'une monnaie n'est que le reflet de la fragilité du pays qui l'émet. Si la France avec ses 70 millions d'habitants, classée 8e économie au monde, n'est pas capable d'émettre et de gérer sa propre devise, alors nous ne méritons tout simplement pas d'exister en tant que nation.

Dans un premier temps le franc subira une dévaluation par rapport à l'euro (s'il existe encore) car l'euro est avant tout un euromark fabriqué pour servir les intérêts allemands. Cette dévaluation est une condition *sine qua non* à notre réindustrialisation.

Il est bien évident que la dette de la France sera attaquée en cas de retour au franc, mais il ne faut pas perdre de vue qu'elle l'est déjà par les agences de notations qui dégraderont notre note de crédit dans les années qui viennent.

La dette française n'est tout simplement plus supportable. La charge de la dette va engloutir à brève échéance la majorité des recettes fiscales. Il n'est tout simplement plus possible de continuer ainsi.

D'autres circuits de financements de la dette, ne faisant pas appel aux marchés financiers, doivent être réactivés d'urgence.

Il existe de nombreux outils qui nous permettront de contrecarrer les attaques sur notre dette.

Le RN et Reconquête perdraient les 3/4 de leurs électeurs s'ils annonçaient vouloir quitter l'UE

Riposte Laïque : Comment expliquez-vous que les trois principaux partis patriotes, LR, le RN et Reconquête, veuillent rester dans l'UE ? Pensez-vous qu'ils sont sincèrement convaincus qu'on peut y changer les choses de l'intérieur, ou bien qu'ils s'adaptent à leur électorat, qui, majoritairement, ne souhaite pas sortir de l'Europe ?

Alain Falento : En premier lieu, je conteste que LR soit un parti politique patriote. LR n'est actuellement qu'un moribond qui ne demande qu'à en finir au plus vite, vestige de ce qu'était la droite traditionnelle, qui lorsqu'elle était au pouvoir, a toujours pratiqué une politique contraire aux intérêts de la France, et a grandement contribué à l'invasion migratoire que nous subissons.

Le RN, qui prônait le Frexit il y a quelques années, est maintenant rentré dans le rang, dans le but de devenir un parti politique « comme les autres ». Ce processus de mélonification ne laisse rien présager de bon.

Quant à Reconquête, leur objectif premier est de faire 5 % afin d'assurer la survie financière du parti.

Je suis convaincu qu'aucun d'entre eux ne pense qu'il soit possible de réformer l'Union européenne de l'intérieur.

Ils ont simplement conscience qu'ils perdraient les trois quarts de leur électorat en proposant une sortie de l'Union européenne.

Ceux qui veulent sortir de l'Europe sont ambigus, voire inquiétants, sur l'immigration et l'islam

Riposte Laïque : Vous vous retrouvez donc dans les propos de Florian Philippot ou de François Asselineau, voire ceux de Nicolas Dupont-Aignan, sur la question européenne ?

Alain Falento : Il est bien évident que les trois personnes

que vous mentionnez ont fait le bon diagnostic. François Asselineau a documenté tout cela de manière extrêmement détaillée depuis plus de 15 ans.

Par contre, je trouve regrettable qu'aucun d'entre eux ne pratique un discours de vérité en matière d'immigration, et particulièrement en ce qui concerne la place de l'islam en France.

L'immigration est de loin le problème le plus important qui se pose à nous, car il est quasi irréversible. Une fois que les populations allochtones auront dépassé les autochtones en nombre, tout sera perdu définitivement.

À ce sujet, François Asselineau a tenu des propos particulièrement inquiétants. Ce dernier est en effet ouvertement islamophile, considère l'immigration d'origine africaine comme une chance inouïe pour notre pays, et a déclaré à de multiples reprises que la France devait tout naturellement se rapprocher des pays du Maghreb avec lesquels nous avons d'après lui une proximité naturelle.

Pas de frexit possible sans contrôle des capitaux

Riposte Laïque : *Comment envisagez-vous, dans votre scénario, d'empêcher la fuite des capitaux, si vous réintroduisez le franc ?*

Alain Falento : Le contrôle des flux de capitaux sera absolument nécessaire pendant une courte période. N'oublions pas qu'elle était pratiquée en France jusqu'à l'entrée en vigueur du traité de Maastricht.

De nos jours, officiellement, tout le monde est libre d'envoyer son argent où il le souhaite.

En réalité, il n'en est rien. Essayez donc d'appeler votre banque, et demandez-lui de virer vos fonds sur un compte à l'étranger. Si cette somme dépasse 10 000 euros, il y a toutes les chances que cela vous soit refusé dans un premier temps.

Le gouvernement français, et les banques françaises, pratiquent depuis des années un contrôle des capitaux qui ne

dit pas son nom, en utilisant le prétexte de la loi contre le blanchiment et les transactions frauduleuses. Il y a bien longtemps que vous n'êtes plus libre de disposer de votre argent comme vous le souhaitez.

Le contrôle des capitaux, en cas de Frexit, stipulera seulement que les capitaux sortants du pays doivent être justifiés par un achat de bien ou de service à l'étranger. L'objectif n'est pas de vous empêcher de partir en vacances, mais uniquement d'empêcher les entreprises et les particuliers d'assécher le système financier, en déposant leurs fonds dans des pays tiers.

De nombreux pays pratiquent le contrôle des capitaux sans pour autant ressembler à la Corée du Nord.

Lorsque la situation est stabilisée, cette mesure n'est plus nécessaire.

Si la France reste dans l'UE, elle devra accueillir 10 millions d'Africains musulmans

Riposte Laïque : *Vous expliquez très clairement que si nous restons dans l'UE, nous deviendrons un pays du tiers-monde, contraint par ailleurs d'accepter 10 millions d'Africains, soit 20 % des 50 millions que l'UE veut imposer aux Français d'ici 2050. Il n'y a vraiment pas de troisième voie, entre ce scénario de paupérisation de notre pays et le déferlement migratoire qui va avec, et la sortie de l'UE ?*

Alain Falento : L'Union européenne est profondément immigrationniste. Il a été décidé par la Commission européenne que 50 millions d'immigrés, pour la plupart originaires d'Afrique et musulmans, déferleraient sur l'Europe d'ici 2050, paraît-il pour sauver et régénérer les populations vieillissantes que nous sommes.

La France devra donc tout naturellement en accueillir au moins 20 %, soit 10 millions.

Le processus a déjà été enclenché, au moins 500 000 d'entre eux arrivent sur notre sol chaque année. Il y a fort à parier qu'en 2050, nous allons très largement dépasser les

objectifs qui nous ont été fixés.

Le pacte de Marrakech a été créé pour organiser tout cela, et la Cour de justice de l'Union européenne (appuyée par la Cour européenne des droits de l'homme) œuvre scrupuleusement à ce que rien ni personne ne vienne s'y opposer.

Que vous le vouliez ou non, dans le cadre européen, vous aurez vos 10 millions d'immigrés musulmans, avec toutes les conséquences que vous connaissez.

L'immigration, imposée par l'UE, ne pourra que faire exploser tout notre modèle social

Riposte Laïque : Allez-vous prétendre que si nous sortons de l'UE, les retraites et le modèle social à la française seront préservés, et qu'ils seront condamnés si nous y restons ?

Alain Falento : Si nous restons dans l'Union européenne, il est sûr et certain que l'arrivée de dizaines de millions d'immigrés, qui seront des charges pour la société, va ruiner très vite tous les systèmes mutualistes.

Il n'est pas nécessaire d'être prix Nobel d'économie pour comprendre que ces systèmes (Sécurité sociale, retraite), qui avaient déjà bien du mal à être en équilibre financier avant leur arrivée, vont exploser en quelques années. Aucun système mutualiste ne peut survivre à l'arrivée massive de millions de bénéficiaires non cotisants.

Par contre, la sortie de l'Union européenne n'est qu'une condition nécessaire mais pas suffisante du sauvetage de nos systèmes sociaux. La réindustrialisation de la France est une nécessité absolue pour parvenir à sauver ce qui fait la spécificité de notre pays.

Il se trouve que la réindustrialisation n'est possible que par la mise en place d'une politique nationale, ce qui est interdit par les traités européens.

Vous pouvez retourner le problème dans tous les sens, vous retombez inexorablement sur la nécessité d'une sortie de l'Union européenne.

Quelques passages médiatiques prévus...

Riposte Laïque : Avez-vous quelques passages médiatiques de prévus, et des conférences organisées ?

Alain Falento : Le mardi 26 mars, Nicolas Vidal a l'amabilité de m'accorder un entretien de 45 minutes sur Putsch Media, ainsi que le vendredi 29 mars sur Tocsin. Le 25 mai, Anne-Laure Maleyre me fait l'honneur de m'offrir 1 h 30 d'émission sur Radio Courtoisie dans son Libre Journal de la plus grande France.

Riposte Laïque : Souhaitez-vous ajouter quelque chose, Alain ?

Alain Falento : De nombreux Français s'imaginent que tout notre petit système social qui tient plus ou moins le coup depuis près de 80 ans, malgré les secousses économiques et financières, est immortel. Ils vivent dans le sentiment erroné qu'on trouvera toujours quelque part les milliards qui manquent chaque année pour renflouer les caisses, et qu'il en sera toujours ainsi.

Penser comme cela, c'est commettre une erreur majeure.

Celui qui construit sa maison sur le flanc d'un volcan sous prétexte que ce dernier n'est pas entré en éruption de puis 50 ans doit comprendre que chaque jour qui passe le rapproche d'une catastrophe potentielle, et non le contraire.

Propos recueillis par Pierre Cassen

Pour commander le livre :

<https://resistancerepublicaine.com/2024/03/21/frexit-tout-va-bien-se-passer-le-dernier-livre-de-resistance-republicaine-vous-redonnera-le-moral/>